

A Peyntgens

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot

Téléphone : GUT. 02-71. BERG. 40-81
Après minuit : GUT. 59-89

Directeur :

GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS

1 An	6 Mois	3 Mois	1 MOIS
18 fr.	9 fr.	4 fr. 50	1 fr. 50

“ Avant la guerre, il y avait chez nous 1.200.000 femmes de plus que d'hommes. Combien y en aura-t-il après ? ”

Maurice DONNAY.

La Métallurgie et l'Alsace-Lorraine

M. Pralon, vice-président du Comité des Forges, a répondu le jour même à notre première question ; pourquoi, deux jours après, n'a-t-il pas encore répondu à la seconde ?

Je ne l'ai pas posée pour le vain plaisir de lui faire avouer que les citations publiées par l'Œuvre sont extraites de la très remarquable déposition faite devant la commission du Sénat par M. Pinot, Secrétaire général du Comité des Forges. Je ne tenais pas davantage à obtenir de M. Pralon l'assurance que M. Pinot n'avait pas exposé seulement avec une merveilleuse clarté son opinion personnelle, mais bien la thèse économique du tout-puissant syndicat dont il est le porte-parole. Aussi bien, la Renaissance se donnait hier comme autorisée à dire « que M. Pinot a fait ses déclarations en plein accord avec le Comité des Forges ». Nous n'avions pas besoin de cette confirmation pour qu'il nous fût impossible d'en douter.

Mais en adressant une nouvelle question aux deux représentants qualifiés de la grande association des maîtres de forges, j'entendais simplement leur dire : « Il ne s'agit pas de « bruits qui circulent », de médisances ou de calomnies ; je vous remets sous les yeux non pas les propos qu'on vous prête, mais les propos que vous avez tenus officiellement, à l'heure la plus grave de la guerre. Qu'est-ce qu'ils signifient précisément ? Pour qu'on ne puisse nous soupçonner de trahison ou de méconnaissance votre pensée, voulez-vous prendre la peine de nous l'expliquer vous-mêmes ? Dans quelle mesure et à quel point de vue estimez-vous que le retour de l'Alsace-Lorraine à la France (« ardemment désiré » par vous) sera préjudiciable à votre industrie ? Comment la réparation de la grande iniquité commise en 1870 pourra-t-elle être désastreuse pour vous et mettre la métallurgie française « dans une situation excessivement critique » ?

Vous n'allez pas soutenir, je pense, qu'une pareille question ne nous regarde point. Il n'en est pas au contraire qui nous préoccupe davantage, surtout depuis que nous crions de si bon cœur avec Charles Humbert : « Des canons ! des munitions ! » Il n'y a pas en temps de guerre d'industrie plus nationale que la métallurgie, et rien n'intéresse plus la nation que ses intérêts. Je me permets donc d'insister auprès de vous, monsieur le Vice-président du Comité des Forges de France, et j'insiste également auprès de vous, monsieur le Secrétaire général, pour obtenir quelques éclaircissements supplémentaires.

Si vous ne reconnaissez pas dès l'abord la délicatesse, la loyauté et la courtoisie du procédé, — si, après avoir engagé vous-même l'entretien, vous gardez tout à coup le silence, — si vous nous refusez les explications indispensables que le public attend de vous, je me verrai à mon grand regret contraint de les donner moi-même.

Sans doute, le public y perdra ; mais vous n'y perdrez pas moins. Car, messieurs les rois de l'acier, si vous reprochez leur défaut de courage à je ne sais quels adversaires anonymes qui, à vous entendre, n'osent « prendre leurs respon-

sabilités », que dira-t-on demain du peu d'empressement que vous semblez mettre à revendiquer les vôtres ?

Parlez, messieurs : vous en avez trop dit, ou pas assez.

Gustave Téry

Calme sur l'ensemble du front, sauf au bois d'Avocourt que l'ennemi a violemment bombarde.

Essad pacha, président du gouvernement albanais, est à Paris.

Pour « l'incident » de Porrentruy, le baron de Romberg, ministre d'Allemagne, exprime ses vifs regrets personnels. La crise attend les autres.

Y aura-t-il rupture entre les Etats-Unis et l'Allemagne ? La flotte de l'Atlantique est sous pression...

On explique diversement la suppression des congés en Hollande. Il paraît qu'elle se rattacherait à certaines décisions prises par la Conférence des Alliés.

Quatre bateaux norvégiens et un suédois sont coulés par les Boches. La Suède et la Norvège sont neutres.

Le soufflet du Viennois

Je ne suis pas pour qu'on bannisse entièrement la volupté de Paris, sous prétexte que la patrie est en danger. Que la grâce exquise de nos femmes fleurisse comme une rose au bout du fusil, cela fait partie des traditions du courage français. Loin de scandaliser ceux qui vivent dans les tranchées, je suis sûr que les plus nobles d'entre eux évoquent avec une secrète fierté la grande ville restée jolie et pimpante, comme une femme aimée dont ils auraient préservé le charme et la fraîcheur au milieu de l'épouvantable tempête.

Il ne s'agit donc ni de mettre une feuille de vigne à nos statues, ni de rallonger les jupes de nos promeneuses, ni de proscrire, aux vitrines de nos magasins d'estampes, une reproduction de Fragonard, une pointe sèche de Helleu, une aquarelle de Chéret, voire une gauboiserie de Gerbault ou de Préjelan. L'amour renaît sur les tombes, hélas ! et il faut qu'il en soit ainsi pour que la France dure.

Mais qu'au moins ce sourire soit chez nous ! Je demande à nos marchands d'images galantes quel est ce monsieur Rafaël Kirchner qui envahit toutes les vitrines, dessinant, avec une précision gênante qui ne laisse rien à l'imagination, tant de fillettes équivoques en chemise, en pantalons ou en jarretelles.

Qu'au pays de Bauduin et du divin Frago l'art galant en soit descendu à ces crudités de cabinet de toilette, ce serait à pleurer si c'était vrai. Mais ce n'est pas vrai. Ce M. Rafaël Kirchner a été expulsé au début de la guerre comme sujet autrichien.

Alors, pourquoi continue-t-il à nous inonder de ses cartes transparentes ? Quelles provisions prodigieuses en avaient accumulés nos marchands, pour que le débit ne s'arrête pas ? A-t-il fini de retrousser nos Parisiennes, ce Viennois ?

A quoi nous sert de l'avoir mis à la porte, s'il continue à regarder nos femmes se déshabiller, par le trou de la serrure ?

Pour moi, chaque fois que j'aperçois ces polissonneries, je pense aux viveurs allemands qui s'amusaient ici avant la guerre, et j'en ressens comme un soufflet.

Ces soufflets, à la fin, quand les rendra-t-on aux boutiquiers sans pudeur qui nous les infligent ?

Maurice de Waleffe

Le torpillage du « Portugal »

Pétrograd, 1^{er} avril. — Des renseignements complémentaires confirment que le navire-hôpital Portugal a été coulé sans avertissement préalable.

Un sous-marin parut subitement devant le navire, le tourna lentement, se plaça en face de lui visa tranquillement et lança deux torpilles ; la seconde provoqua l'explosion des chaudières du Portugal, qui se brisa en deux et coula à pic.

Un torpilleur russe accouru sur les lieux donna la chasse au sous-marin qui plongea et disparut.

Sincérité de l'Histoire militaire allemande

d'après de Moltke

La Liberté a publié une lettre fort curieuse du feldwebel Karl Gartner, du 243^e poméranien.

Ce sous-officier, fait prisonnier dans la nuit du 14 au 15 mars, près du village de Vaux, a consigné, au jour le jour, tous les mensonges auxquels le commandement boche eut recours pour maintenir, pendant la bataille, le moral des combattants ; il termine en avouant que tous ces mensonges ont été finalement dévoilés.

Voici, en partie, ce qu'il dit :

« 21 février. — On canonne violemment sur notre front. Nous sommes en réserve.

« 22 février, 23, 24 et 25. — Nous ne faisons absolument rien, mais les régiments voisins ont attaqué et ont beaucoup souffert. Il paraît qu'ils se sont emparés de Douaumont et de Vaux, les deux principaux forts de Verdun. Le chef de bataillon, que je viens de voir, me dit que nous avons remporté une grande victoire.

« Il paraît que tous les Français réclament la paix. Poincaré a écrit au kaiser pour demander grâce, mais le kaiser veut terminer la guerre par un succès militaire. Quand nous aurons enlevé de vive force Verdun, on fera un armistice.

« 26 février, 27, 28. — On nous annonce officiellement une grande victoire navale. Je suis un peu déçu ; je croyais que nous allions entrer le 25 au plus tard à Verdun !

« 1^{er} mars. — J'ai vu des scènes d'horreur. Nos pertes sont épouvantables ; mais on me dit que les Français en ont éprouvé bien davantage. Ils ont 200.000 hommes tués.

« 12 mars. — Tout ce que je t'écrivais est faux : nous avons été mal renseignés par le commandement ; nous nous maintenons sur le terrain gagné au prix de pertes épouvantables et il faut perdre tout espoir de s'emparer de Verdun. Il n'y a pas eu de bataille navale. La guerre va continuer indéfiniment. »

Etait-il vraiment la peine de mentir ainsi pour arriver à quoi ? A déprimer le moral de notre feldwebel, d'autant plus qu'on avait cherché à l'exalter davantage par de fallacieuses promesses ; si bien qu'à peine arrivé en première ligne, il se dirige vers nos tranchées, les bras levés.

Cette abondance de fausses nouvelles pendant la bataille de Verdun, ce besoin de faire croire à une victoire plus grande encore là que partout ailleurs, peuvent justifier, jusqu'à un certain point, l'avis de ceux qui, outre les raisons militaires, ont vu, dans les motifs de l'attaque allemande et dans le bruit fait autour d'elle, un intérêt dynastique.

Il était peut-être, en effet, nécessaire de relever le prestige des Hohenzollern et celui du kronprinz en particulier.

Un prince allemand, en vertu de son essence divine, doit toujours être victorieux. S'il ne l'est pas, il faut qu'on dise, quand même, qu'il l'est.

J'en trouve dans un document officiel l'intéressant aveu.

Dans un ouvrage célèbre, *Vingt-quatre heures de stratégie*, écrit une vingtaine d'années après la guerre de 1870, Fritz Hœnig avait violemment critiqué la façon dont avait été conduite, le 18 août, la bataille de Saint-Privat. Il s'était élevé surtout contre l'attaque sanglante et inutile livrée à droite contre nos positions du Point-du-Jour, alors qu'avec un peu de patience on était sûr d'obtenir la décision, grâce au mouvement tournant entrepris par les Saxons, à l'aile gauche.

De Moltke aurait pu s'en disculper, car il avait été opposé à cette attaque ; mais la camarilla qui entourait le roi — il y a toujours une camarilla autour des généraux en chef — eut raison contre lui. Le chef du grand état-major donna un grand exemple d'abnégation en s'abstenant ; mais, à bout d'arguments pour réfuter les critiques de Hœnig, il finit par écrire, dans une des monographies (einzel-Geschichte) complémentaires de l'histoire, ce qui suit :

« Ce qu'on publie dans l'histoire militaire est toujours arrangé après coup, mais c'est un devoir pieux et patriotique de ne pas détruire le prestige que les victoires remportées par notre ar-

mée ont attaché à certaines personnalités. »

Après cela, nous pouvons être édifiés sur la sincérité des communiqués allemands et nous saurons désormais ce que parler veut dire.

Général Verraux

Snobisme d'avant-guerre

Vers le milieu du boulevard Raspail, sur le trottoir qui fait face au n° 67, on remarque fréquemment des groupes de curieux qui semblent considérer avec surprise un vase immonde qui, du porche aux combles, est du plus pur, du plus flamboyant style munichois.

Il est de fait que les motifs décoratifs qui dominent l'édifice sont dignes de retenir l'attention. Ce sont tout simplement deux aigles allemandes, ailes abaissées et comme il s'en trouve sur tous les « monuments de la victoire » érigés en Allemagne pour commémorer nos revers du siècle dernier.

La maison fut édiflée peu de mois avant la déclaration de guerre, en même temps que le théâtre de l'avenue Montaigne (même style). L'architecte et le sculpteur sont français ; ces aigles allemandes, en plein Paris, sont un bon témoignage du snobisme artistique qui, grâce à la complaisance de certains Salons, sévit, à Paris, jusqu'au mois d'août 1914.

Les Communiqués

15 heures

A l'ouest de la MEUSE, bombardement assez violent de nos positions du bois d'AVOCOURT, sans action d'infanterie.

A l'est de la MEUSE, nuit calme. L'ennemi n'a fait, dans la région DOUAUMONT-VAUX, aucune tentative nouvelle.

Faible activité de l'artillerie en WOËVRE.

Aucun événement important à signaler au cours de la nuit sur l'ensemble du front.

23 heures

Entre SOMME et OISE, notre artillerie s'est montrée particulièrement active dans la région de PARVILLERS, FOUQUESCOURT et LASSIGNY, où des tranchées allemandes ont été bouleversées par nos tirs.

A l'ouest de la MEUSE, les Allemands ont lancé plusieurs fortes attaques sur le réduit du bois d'AVOCOURT. Tous les assauts ont été repoussés par nos tirs de barrage et nos feux de mitrailleuses.

A l'est de la MEUSE, la lutte a été très vive toute la journée dans la région de DOUAUMONT-VAUX. Les Allemands, après un bombardement d'obus de gros calibres d'une extrême violence, ont dirigé quatre attaques simultanées à l'effetif de plus d'une division, sur nos positions entre le fort de DOUAUMONT et le village de VAUX. Au sud-est du fort de DOUAUMONT, ils ont pénétré dans le bois de la CAILLETTE. Nos contre-attaques, aussitôt déclanchées, les ont rejetés dans la partie nord de ce bois. Au sud de VAUX, notre ligne longe les abords immédiats du village dont nous avons évacué les dernières maisons en ruine.

En WOËVRE, activité intermittente de l'artillerie.

Dans les VOSGES, un tir de nos batteries a provoqué l'explosion d'un dépôt de munitions à l'est du REICHACKERKOPF, ouest de MUNSTER.

Sept avions et un ballon captif ABATTUS

Dans la nuit du 1^{er} au 2 avril, une de nos escadrilles de bombardement a lancé vingt-huit obus sur la gare d'Étain et sur les bivouacs installés aux abords du village de Nantillois. Cette même nuit, trois de nos avions ont jeté vingt-deux obus qui ont allumé de nombreux incendies dans les villages d'Azames et de Brieuilles-sur-Meuse. Au cours de la journée du 2 avril, nos aviateurs ont abattu trois appareils ennemis sur le front de Verdun ; deux autres avions allemands ont dû atterrir précipitamment dans la même région. Enfin, un drachen a été descendu en flammes par un de nos avions.

Au bois Le Prêtre, un aviatik a été abattu par nos canons spéciaux. L'appareil est tombé dans les lignes allemandes.

Un nouveau raid aérien sur l'Angleterre

Londres, 2 avril. — Le Bureau de la Presse annonce que deux dirigeables ennemis se sont approchés au nord-est de la côte anglaise, la nuit dernière. L'un d'eux seulement a passé au-dessus de la côte, l'autre étant reparti.

Jusqu'à présent, on sait que seize personnes ont été tuées ; il y a environ cent blessés.

Huit maisons ont été détruites. Un incendie sérieux a éclaté dans la boutique d'un vermicheur de meubles.

Pas de femmes !

Dans le *Petit Duc*, opéra-comique qui, joué en 1878, huit ans après la guerre de 1870, célébrait la crânerie militaire bien française d'un petit colonel de seize ans, on chantait :

Pas de femmes !
On les aime, on leur fait le cour,
On ne songe plus qu'à l'amour.
Oh ! les femmes !
Puis un beau jour on est surpris
D'être battus et d'être pris...
Pas de femmes !

Ce mot d'ordre du *Petit Duc* commenté en musique est encore celui du front. Il pourrait y être chanté. Les mêmes motifs se retrouvent aussi valables sous Poincaré que sous Louis XV.

Or, savez-vous où l'on chante ce refrain de Lecoq ? Au cabaret des *Météques*, un bouiboui de Montmartre situé près du Moulin-Rouge et qui s'honore de sa clientèle spéciale, puisqu'il la mentionne sur son enseigne.

Il paraît qu'il n'y a plus de Boches à Paris. En tout cas, il y a des *Météques* et nous ne voyons pas ce qui les distingue des Boches.

Fermez ça ! crie la Liberté.

Pardon ! coiffez ça !

Il est vrai que le préfet de police ne peut pas tout faire à la fois : il surveille les reprises du Théâtre-Français et examine si, dans les *Plaidiers*, l'homme qui vint d'Amiens pour être suisse n'avait pas une idée de derrière la tête, susceptible de froisser l'Helvétie...

Les neutres d'abord. On s'occupera ensuite de ce qui peut vexer nos poilus.

L'Ouvrier

Comment on devient fournisseur de l'armée

(Annexe au rapport de M. Simyan)

Quand il a fallu intensifier la production des armes et des munitions pour faire face aux besoins toujours croissants de nos armées et de celles de nos alliés, le gouvernement français a voulu faciliter aux industriels qui se consacraient à cette tâche l'organisation des nouvelles usines de guerre dont la création était devenue une nécessité urgente. Il les a aidés en leur consentant des avances sur les frais d'installation, avances qui, d'après la loi, ne peuvent dépasser la moitié des débours.

Cette combinaison intéressa très vivement M. Lehman (Charles), dit Charley, qui s'était déjà intéressé à de nombreuses affaires.

De petit employé qu'il était chez Jel-lineck, dont les biens sont sous séquestre, il avait réussi à obtenir de son patron la représentation à Paris des fameuses automobiles Mercedes. Sa fortune vient des voitures allemandes. Il faut reconnaître qu'il n'a rien négligé pour l'aider. Pendant les années qui ont suivi l'Exposition universelle, au moment de la folie de l'automobilisme, M. Lehman-Charley n'hésitait pas à vendre comme neuves des voitures d'occasion dont il faisait changer les pneumatiques, repeindre la carrosserie et passer le moteur à l'aluminium. Il ne lui déplaisait pas non plus de prétendre, quand les Mercedes faisaient fureur, qu'une seule automobile était prête aux usines, à Caustall, près de Stuttgart, en Allemagne, et les Américains, fastueux et pressés, se disputaient à coups de billets de mille le rarissime véhicule dont il y avait au moins une dizaine d'exemplaires disponibles en réserve au magasin. Le marchand fournissait le chauffeur avec la voiture. Et cela sans demander aucun supplément au client. Il est vrai que c'est le chauffeur qui de-

venait son client. Il exigeait qu'il lui abandonnât le premier mois d'appointements comme commission.

C'est ainsi que M. Lehman (Charles) est devenu « Monsieur Charley » des automobiles Mercedes qu'il abandonna lorsque le succès cessa de leur sourire.

Des autos boches, M. Lehman-Charley passa aux grands hôtels. Profitant d'un désaccord qui existait entre les associés de l'hôtel Mercedes — encore elle — auquel son patron et ami Jellineck avait accepté de s'intéresser à la condition qu'on lui donnât le nom de sa marque d'automobiles, il racheta toutes les actions en 1913 et devint seul propriétaire du palace de la rue de Presbourg. Un an après, il repassait l'affaire à une société composée de directeurs d'hôtels parisiens.

On connaît l'histoire de l'ex-avenue Mercedes — toujours elle — qu'il avait fait ouvrir rue Raynour par une société. La tentative ne fut pas des plus heureuses et il était question de vendre l'avenue lorsque la guerre éclata.

Entre temps, M. Lehman-Charley s'était fait, à l'occasion, courtier de publicité et marchand d'antiquités. Il avait également décidé de transporter la rue de la Paix aux Champs-Élysées, mais les clients refusèrent de l'y suivre et deux courtiers, MM. Bulloz et Buzenet, qui avaient été les seuls à écouter ses conseils, eurent à s'en repentir, car leur commerce périclita rapidement.

Quand on a été marchand d'automobiles, hôtelier, propriétaire, agent de publicité, courtier en tableaux et courtier, en ne saurait, en temps de guerre, résister au désir d'être fournisseur de l'armée, surtout lorsqu'on vous offre les moyens de le devenir à peu de frais.

Mais ayant compris qu'en raison de son origine autrichienne il lui était difficile de travailler pour la Guerre sans provoquer des protestations, M. Lehman-Charley, qui est naturalisé français, évita de se mettre en avant. Pensant empêcher le scandale, il s'arrêta derrière une société anonyme dont il possédait 2.922 actions sur 3.000 — 60 autres titres sur les 78 manquant pour faire la totalité ayant été remis par le fondateur à des employés.

La société fut constituée le 2 juillet dernier, sous le titre de « Manufacture d'armes de Paris », au capital de un million cinq cent mille francs. La somme n'était pas très élevée pour se procurer une usine et le matériel nécessaire. M. Lehman-Charley, qui connaît les moyens de réussir dans les affaires, ne manqua pas de profiter des avantages offerts par la généreuse combinaison du Gouvernement. Trouvant cependant qu'une avance de 50 0/0 sur les frais d'installation n'était pas suffisante, il s'ingénia à obtenir davantage. Les règlements sont formels ; ils ne permettent pas d'accorder plus. « Qu'importe ? » se dit notre nouveau fournisseur de l'armée, et voici de quelle façon il tourna la difficulté :

Plutôt que de louer une usine abandonnée qu'il aurait suffi de transformer, M. Lehman-Charley préféra acheter un vaste terrain boulevard Ornano, à Saint-Denis. Le lot était de 37.000 mètres au prix de 665.000 francs, avec 55.000 francs de frais d'actes, ce qui fait un total de 720.000 francs. Or, 7.000 mètres seulement sont utilisés pour l'entreprise. Cette infime partie du terrain, moins du cinquième, représente exactement comme valeur 136.150 francs, pour laquelle M. Lehman-Charley a dû toucher une avance de 300.000 francs, soit 231.925 francs de trop s'il avait obtenu le maximum, c'est-à-dire 50 0/0.

Voilà donc deux cent trente mille francs inutilement déboursés par l'Etat puisqu'ils n'ont pas été employés à la défense nationale.

L'habile homme d'affaires qui a profité de cette disposition de la loi pour réaliser, dans les meilleures conditions possibles avec l'argent du pays, une importante opération de terrain ne s'est pas contenté de se faire prêter indûment de l'argent, il en a encore obtenu plus que la somme à laquelle il avait droit par des procédés répréhensibles.

A son représentant parti en Amérique pour acheter des machines, il avait donné l'ordre de majorer les factures de 5 0/0, en spécifiant bien que cette différence devait bonifier à part. Or, certaines de ces factures étaient très importantes et leur total se chiffrait par des centaines de mille francs.

M. Lehman-Charley réalisait ainsi un double bénéfice. Il mettait personnellement dans sa poche une commission élevée et tirait des coffres de l'Etat une avance plus forte sur le montant du matériel de l'usine.

Avant ainsi organisé son affaire, M. Lehman-Charley obtint très facilement une commande :

canons de fusil. On attend encore, si nous sommes bien renseignés, la première livraison qu'aux termes du marché passé il aurait dû faire à la date du 1^{er} novembre dernier.

Ce fournisseur de l'armée n'est pas pressé.

Les orphelins de la guerre

L'Association nationale des Orphelins de la guerre, dont le développement s'accroît sans cesse, vient de recueillir immédiatement, sans formalités, de nombreux enfants que les glorieux et récents combats autour de Verdun ont rendus orphelins.

Ces pauvres petits vont être dirigés vers les différentes villes où ont été créés des hôpitaux affectés aux orphelins de la guerre ou dans des colonies agricoles.

Hors d'Œuvre

Pas si bêtes !



M. Lebeureau est curieux

Un commerçant parisien signe une sous-location de son magasin pour la durée de la guerre.

Le contrat est établi sur deux feuilles de papier timbré et envoyé à l'enregistrement.

L'enregistrement retourne les deux feuilles au commerçant avec cette mention inscrite au crayon :

Fixer la durée.
C'est un assez joli exemple d'humour administratif.

Sciences morales et politiques

Cependant que l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres s'occupait de la police des nécropoles d'Alexandrie en l'an 120 de notre ère, et recherchait en quelle basilique se rendit Bélisaire au lendemain de la prise de Carthage, l'Académie des Sciences morales et politiques justifiait hier son nom par des travaux d'une brûlante actualité.

M. Henri Welschinger, en effet, a donné lecture à ses confrères d'une importante étude historique sur Démosthène et les Athéniens, relatant les efforts du grand orateur pour exciter ses concitoyens à marcher contre Philippe, à déjouer ses ruses, à braver ses menaces et à assurer ainsi l'honneur et l'indépendance de la Grèce... Ainsi, ses dis-

cours sont faits pour montrer que les peuples ne doivent pas préférer une sécurité sans honneur aux dangers les plus graves et qu'il y a dans la vie des heures civiques où se posent les décisions suprêmes pour leur présent et pour leur avenir.

Démosthène est mort... mais l'Académie des Sciences morales et politiques pourrait, en manière de respectueux hommage, offrir au roi Constantin un exemplaire de luxe des *Philippiques* et surtout du *Discours pour la Couronne*.

Fâcheuse enseigne

Dans une grande ville du Pas-de-Calais, qui est devenue un important centre britannique, on peut voir, à la vitrine d'un magasin situé dans une des rues les plus fréquentées, de luxueux et transparents dessous de femmes, chemisettes, jupons, combinaisons en mauve, bleu, violet, rose ou tango.

Rien de particulièrement scandaleux à cette exhibition, à 30 kilomètres du front.

Mais, ce qui est fâcheux, c'est l'enseigne du magasin :

A LA VRAIE JEANNE D'ARC

Et ce qui est tout à fait admirable, c'est que le fait nous est signalé par un soldat anglais, parfaitement scandalisé.

Vieux papiers

L'Œuvre invitait récemment les ménagères à garder leurs vieux papiers.

Un de nos lecteurs nous suggère une idée intéressante à propos du parti qu'on en pourrait tirer :

Les enfants ne seraient-ils pas tout indiqués pour recueillir, dans chaque famille, les papiers inutiles et pour les centraliser à l'école ? La modique somme qui résulterait de leur vente pourrait être affectée à l'Œuvre des orphelins de la guerre.

Le gaspillage des auxiliaires

Dans un dépôt, plusieurs centaines d'auxiliaires attendent leur utilisation. Pour l'instant, ils sont astreints uniquement à demeurer oisifs à la caserne, de six heures du matin à cinq heures du soir. Pour les occuper, on leur fait nettoyer les locaux qui ne sont salis que par eux-mêmes. Comme c'est insuffisant pour remplir une journée, on leur fait suivre les conférences de camarades plus ou moins « idoines » à la parole. On y entend ceci : « La guerre est un produit de la civilisation. Quand les hommes n'étaient pas encore civilisés, ils ignoraient la guerre. La guerre disparaîtra avec la civilisation. »

Les auditeurs ahuris ricanent ou somnolent.

— Savez-vous ce qu'était le cheval de Troie ? continue le conférencier.

— Une jument, murmure un des « auxis » attentifs.

Et le temps passe à ces jeux innocents, cependant que l'agriculture et l'industrie manquent de bras.

Chronique de la mode

Avant la guerre, nous avions à Paris des modes boches lancées par de grands faiseurs qui puisaient leurs inspirations au delà du Rhin.

La guerre est venue et nous avons pu espérer que nos couturiers, maîtres de la place, reviendraient au bon goût français.

C'est une décevante illusion.

Prenez des journaux de modes des années 1912, 1913 et 1914... Prenez un journal de modes de 1916... Il n'y a aucun progrès. Au contraire, la situation va toujours s'aggravant.

Nous sommes au printemps et les femmes montrent déjà leurs genoux. Que montreront-elles cet été ?

Exportations

Le kaiser vient d'envoyer August Wilhelm, son quatrième fils, à Bruxelles, où il doit remplacer von Bissing, avec le titre de vice-roi de Belgique.

D'autre part, le prince Eitel, deuxième fils de Guillaume II, est parti pour Constantinople, avec une garde d'honneur composée de deux cents agents de police. Eitel remettra une épée d'honneur au sultan, puis partira pour l'Asie-Mineure, où il s'installera, en attendant une couronne de deuxième classe (peut-être celle de Perse).

On se demande si Guillaume II a voulu la guerre pour caser tous ses fils... ou bien si autrefois il a voulu tous ses fils pour tirer tous les bénéfices possibles d'une guerre mondiale.

L'infamie boche

Il ne suffisait pas aux Boches d'Amérique d'insérer dans les balles d'avoine destinées à l'alimentation de nos chevaux de mignonnes fourchettes d'acier. Les voici qui opèrent maintenant dans les viandes frigorifiées et dans les conserves vulgairement désignées, dans l'argot militaire, sous le vocable de « singe ».

Un télégramme du général en chef, en date du 10 mars, a donc enjoint aux autorités sous ses ordres de « suspendre provisoirement la distribution et la consommation des conserves de la marque « Davies », en provenance du Canada ». C'est, en effet, dans les boîtes de cette firme qu'ont été découverts de charmants hameçons « du modèle de ceux employés pour la pêche des petits poissons, dit une note de service du général commandant la 4^e armée, et pouvant être avalés facilement ».

Ces instructions montrent combien nos chefs veillent sur la santé de leurs soldats, et c'est très bien. Mais il faut faire mieux encore. Que notre ministre des affaires étrangères avise l'ambassade d'Espagne à Berlin que toutes les boîtes de conserves « Davies » seront désormais distribuées dans les camps de prisonniers de guerre allemands en France.

Peut-être se produira-t-il quelques pénibles accidents parmi les captifs de Belle-Ile-en-Mer et d'ailleurs. Tant mieux ! Ce sera le meilleur moyen de faire perdre aux assassins boches l'habitude de farcir de truffes d'acier l'humble foie gras de nos héros.

Samedi dernier, M. et Mme Poincaré, accompagnés de M. Albert Thomas et du directeur du service de santé, M. Sieur, ont visité l'hôpital 120, à Champigny, et chaleureusement félicité Mme Manier, la vaillante directrice, de la parfaite tenue de l'hôpital où soixante-quinze blessés sont l'objet des soins les plus attentifs.

L'état-major suisse

ABUSE

Deux avions allemands ont bombardé Porrentruy ; une fois de plus, les Allemands ont violé la neutralité suisse. Cependant, l'état-major de Berne ne s'émeut pas ; on croirait que cette frontière, par où la Suisse touche à la France, n'est pas, pour lui, un point sensible. Les récits les plus certains constatent que les agresseurs ont pu procéder, en toute tranquillité, à leur promenade meurtrière : leurs avions volaient très bas, à moins de deux cents mètres, assurément des témoins sérieux ; l'un d'eux a évolué lentement, revenant deux fois sur la ville. Quelle cible magnifique pour des tireurs tels que ceux dont la Suisse est fière ! Mais voilà ; ou les militaires de garde n'avaient pas de munitions ; ou on ne leur avait donné que des fusils ! Bien entendu, pas un canon, pas une mitrailleuse n'était en position...

La négligence, poussée jusque-là, devient une faute lourde. Nous ne voulons pas émettre l'hypothèse qu'il faille l'appeler d'un autre nom. L'état-major suisse, en ce moment, accumule ses défenses sur la frontière italienne — où personne ne le menace. Il n'a pas montré toute la chaleur que nous eussions souhaitée à désavouer les indiscretions (soyons courtois) des colonels Egli et de Wattenwyl. Il aurait pu, semble-t-il, entraver le commerce de Behrmann, Reuscher et consorts, pour qui le tourisme n'était qu'un prétexte déloyal d'espionnage, en compagnie d'une danseuse de Munich et d'une Hongroise teneuse de garni. Joli monde !

Mais nous n'avons point à formuler que cette observation négative. Un communiqué officiel de l'état-major suisse, dès la première nouvelle de l'attentat, était ainsi conçu : « La nationalité des deux avions n'est pas encore établie ; on suppose qu'il s'agit d'avions français ; une enquête sur les bombes permettra de préciser. » Pourquoi la phrase tendancieuse que nous avons soulignée ? Avons-nous habitude les Suisses à se voir traiter par nous sans un respect scrupuleux de leur neutralité ? Qu'avons-nous fait lorsque, par mégarde, des avions français ont survolé leur territoire — sans le bombarder ? Avons-nous jamais encouragé, toléré même, des évasions de pilotes français internés en Suisse ?

C'est nous, pourtant, que soupçonne, lorsqu'il s'agit d'identifier un criminel, le commandant de la 2^e division, dont le rapport a servi de texte au communiqué ; pas un instant, il ne vient à l'esprit des chefs de l'état-major de surseoir à publier une supposition qui n'a pas été contrôlée ! L'incorrection de ces officiers ne nous atteint pas, mais elle accuse en eux une déformation de l'idée de neutralité ; nous voyons là, sans indignation comme sans plaisir, le symptôme d'une maladie chronique. L'espoir nous reste que les coupables sont seulement des individus dont les erreurs n'engagent ni la nation suisse, ni même son gouvernement tout entier.

L'enquête annoncée n'a pas tardé à faire la lumière ; on a retrouvé une bombe non éclatée portant une inscription en allemand qui signalait la quantité d'explosif... Aussi bien, avant cette trouvaille, le crime portait-il déjà le cachet de fabrique ; l'ambassadeur d'Allemagne à Berne, M. Romberg, n'a même pas attendu des instructions de Berlin pour aller présenter au gouvernement fédéral ses regrets personnels ; gageons qu'il était fixé plus vite que les autorités hernoises ! Celles-ci se devraient de blâmer officiellement les auteurs de ce que leur communiqué contient de calomnieux à l'égard de la France. Autront-elles le courage de ce désaveu ?

Nous voudrions pouvoir conserver, dir pays voisins, l'opinion qui est chez nous amicale et traditionnelle ; la France ne peut être que sympathique aux petits-fils de Guillaume Tell, qui refusaient de s'incliner devant les emblèmes de la tyrannie. Mais l'Allemagne, corrompue de toutes les intelligences libres, a instillé son poison chez nombre de ces descendants ; son influence est noire dans certains services militaires et de travaux publics ; elle a mis une hypothèque sur toutes les communications qui traversent la Suisse, depuis la convention du Gothard de 1909.

La Suisse est, nous le savons, un Etat très décentralisé, dans lequel nous possédons de solides et intelligentes amitiés, qui compensent bien des ignorances et des injustices ; mais, diplomatiquement, cette fédération de petits Etats, jaloux de leur autonomie, est un gouvernement unique et responsable. Ce gouvernement comprend-il la neutralité de la même manière que son état-major ?

Essad pacha à Paris

Essad pacha, président du gouvernement d'Albanie, est arrivé à Paris samedi soir. Il compte y faire un séjour d'une quinzaine. On sait le rôle important qu'a joué Essad pacha depuis le commencement de la guerre des Balkans. On connaît la sympathie qu'il a témoignée aux Alliés depuis qu'il a but de la guerre actuelle, sympathie qui ne s'est jamais démentie, malgré les tentatives de l'Autriche-Hongrie pour l'attirer vers elle. Les Serbes lui ont été si reconnaissants de l'aide dévouée qu'il leur a donnée lors de la traversée pénible de l'Albanie, que le roi Pierre lui a conféré la plus haute distinction serbe, le grand-cordon de Kara-georges. Les Italiens lui ont donné le grand-cordon des Saints-Maurice-et-Lazare.



Abel Truchet

— Irez-vous aux eaux, cette année ?

"L'Œuvre" Économique

La crise du change

La propagande allemande ne recule devant aucun moyen pour essayer de susciter la méfiance et la discorde entre les Alliés.

Il y a quelques jours, l'Œuvre consacrait à la question du change, si délicate et d'un intérêt si urgent, un article dans lequel elle faisait appel au patriotisme de certains grands financiers pour mettre fin à une spéculation dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle est actuellement inopportune.

Par radiogramme, l'agence Wolff, ou une de ses filiales, a immédiatement informé le monde que l'Œuvre engageait une attaque violente contre les financiers anglais qui ont profité de la guerre pour faire monter le cours du change et se sont ainsi procurés des bénéfices scandaleux et criminels.

On ne travestit pas plus élégamment les textes. Il faut croire que les traducteurs de l'agence Wolff ont appris le français dans quelque taverne de Poméranie pour l'interpréter d'une manière aussi inexacte. Jamais nous n'avons eu l'intention de rendre la finance anglaise responsable d'une situation que surtout à notre imprévoyance et à l'arrêt de nos exportations. Et si, dans notre pensée, quelques financiers pouvaient remédier à ce déplorable état de choses, nous nos lecteurs ont compris qu'il ne s'agissait pas de financiers anglais.

Quoi qu'il en soit, la manœuvre boche par sans-fil nous montre quelle importance l'ennemi attache à cette question du change et combien il se réjouit de l'embarras qu'elle nous procure et des dépenses supplémentaires qu'elle nous occasionne. Il est donc temps de chercher — et, surtout, de trouver — la solution d'un problème qui intéresse à la fois l'Etat, les contribuables et les commerçants, et qui exerce sur la charité de la vie une influence considérable.

L'Œuvre se félicite d'avoir, la première, jeté le cri d'alarme. Mais elle se félicite surtout qu'il ait été entendu. Nous apprenons, en effet, que M. Ribot vient de nommer une commission chargée d'étudier dans le plus bref délai les mesures propres à assurer la stabilité du change.

Profitez de cet événement pour faire à la nouvelle commission une très modeste suggestion. Pourquoi, puisque la hausse du change à Londres suit les fluctuations dues à l'offre et à la demande, ne contrôlerait-on pas l'offre et la demande ? Un représentant officiel de la Banque de France, désigné par le gouvernement, pourrait avoir pour mission de limiter strictement les demandes aux besoins de la défense nationale. Cela éviterait les abus auxquels se livre aujourd'hui la spéculation.

Veut-on un exemple qui illustrera le jeu de cette spéculation ? Un industriel a acheté en Amérique des aciers ou des fers. Il ne les paiera qu'à la livraison, dans un ou deux mois. Pour établir son prix de revient, il demande à son banquier des chèques Londres livrables à terme. Le banquier est donc obligé de se couvrir de sa vente : il achète du comptant et le met en pension jusqu'à la date de la livraison, en tenant compte sur son prix de vente des intérêts qu'il paye.

Ainsi l'industriel et le banquier, loin de travailler pour eux, travaillent surtout pour le gros « détenteur de livres »

qui n'a qu'un souci : faire monter sa marchandise. Le résultat est que l'Etat, qui est aujourd'hui le principal client de l'industrie nationale, surpasse ses commandes dans de scandaleuses proportions !

Il faut donc, au plus vite, nommer un représentant officiel de la Banque de France pour surveiller les cours. Il faut aussi, comme l'indiquait le Figaro, que le gouvernement rappelle aux intéressés que, les cotations devant être publiques, il est anormal que les tractations sur les changes ne le soient pas également. Enfin, il n'est peut-être pas inutile de rappeler l'article 76 du Code de commerce, qui est ainsi conçu :

« Les agents de change, constitués de la manière prescrite par la loi, ont seuls le droit de faire les négociations des effets publics et autres susceptibles d'être cotés : de faire, pour le compte d'autrui, les négociations des lettres de change ou billets et de tous papiers commerciaux, et d'en constater le cours. »

Les assurances et la guerre

Nous ne nous trompons pas quand, abordant, l'autre semaine, la question des assurances, nous estimions qu'elle intéresse le plus grand nombre de nos lecteurs. Bien que nous n'ayons volontairement qu'effleuré, quant à présent, ce problème complexe, nous avons reçu une volumineuse correspondance. Elle décèle tantôt beaucoup de mécontentement, tantôt de graves inquiétudes : nous n'avons été surpris ni de l'un ni des autres.

Parmi tant de doléances, malheureusement trop fondées, il en est que nous retiendrons dès aujourd'hui, car elles portent sur des espèces particulièrement suggestives, on va le voir.

Ce correspondant nous écrit :

J'avais des contrats ou polices à la Trieste, au Janus, je les ai brisés ; les séquestres me doivent des sommes d'argent sur le montant desquelles ils m'ont versé 50 0/0... Pourquoi, puisque je n'ai plus aucun lien avec ces sociétés allemande et autrichienne, que je ne leur dois rien, que j'ai versé toutes mes primes en leur temps, que les fonds nécessaires à mon paiement sont à la Caisse des Dépôts et Consignations ?

Il est vraiment incompréhensible que les compagnies étrangères belligérantes, qui ont des fonds en France et qui sont débitrices vis-à-vis de bons Français, ne paient pas depuis dix-huit mois ce qu'elles doivent. Pourquoi ?

Voilà un pourquoi qui nous paraît passablement motivé ! Au nom de quoi, en effet, — on se le demande, — retenir des sommes revenant, sans conteste, à un assuré bien en règle dont la police est désormais résiliée, et par décret ?

Certes, si les compagnies étrangères ont été mises sous séquestre, c'est pour empêcher que leurs capitaux ne se voient dilapider et que la propriété de leurs immeubles en France ne passe sur la tête de quelque personne interposée, continuant à les gérer pour leur compte : ce sont là d'opportunes et louables précautions.

Mais faut-il donc entendre que cet actif des compagnies d'assurances étrangères, si prudemment sauvegardé, le sera platoniquement à l'égard des assurés français, premiers et seuls intéressés,

et que, créanciers certains pour une somme bien déterminée, ils ne toucheront que moitié de cette somme ? Pourquoi ne recourent-ils pas immédiatement, l'intégralité de leur créance ? pourquoi 50 0/0 plutôt que 25 ou 75 0/0 pour quoi et en vertu de quel droit ?

Admettons, un instant, que le séquestre puisse se retrancher derrière les instructions de quelque circulaire : c'est possible, après tout, il y en eut tant, de ces circulaires aux séquestres, et même parfois de contradictoires ! Mais alors, c'est que ces instructions, s'il se peut qu'elles existent réellement, sont insuffisantes, et il doit appartenir à quelqu'un, ministre de la justice ou président des référés, de les compléter, et il n'y a pas deux façons.

Autre lettre, autre réclamation, navrante celle-ci, car il s'agit de la veuve d'un mobilisé mort en combattant, ce qui devrait lui mériter un meilleur traitement :

Mon mari, qui a été tué le 5 avril 1915, au bois de Morimère, avait un contrat d'assurance sur la vie, fait en ma faveur, pour une durée de vingt-cinq ans. S'il venait à décéder pendant cette période, la compagnie me versait une somme de 20.000 francs. Si, au contraire, arrivant au bout de ce temps, mon mari n'était pas décédé, la même somme lui était versée.

A son départ, il avait effectué pour 3.732 francs de versements et n'avait fait aucun contrat pour la période de guerre. Actuellement, la compagnie offre de me verser une somme, fixée par elle, de 2.646 francs — ce qui fait une perte de 35 0/0.

J'en ai fait la réflexion au bureau de la compagnie, et il m'a été répondu qu'il fallait qu'il y en eût qui payassent pour ceux qui profitent du contrat en temps de paix.

Je trouve abusive cette déduction aussi forte, et je crois que ceux qui meurent pour la patrie ne devraient pas supporter les charges qui profitent à ceux qui ne prennent aucune part à la guerre.

Et tout le monde également le trouvera abusif ; de même que tout le monde encore jugera bien cavalières les raisons de M. Lebeure des assurances qui, retranché derrière son guichet, ne désarme pas, même en face d'une femme si cruellement éprouvée !

Le mari, lui, est parti pour défendre la patrie en danger ; tout entier à son devoir de citoyen, il est parti sur l'heure ; il est parti confiant, reconforté à cette idée que, s'il ne devait pas revenir, du moins sa femme ne resterait pas sans ressources : avec 20.000 francs devant soi, on a le temps de voir venir, de se tirer d'affaire. Comme il se félicitait alors, le brave homme, de s'être assuré, d'avoir été économe et prévoyant ! Seulement, dans la précipitation du départ, il n'a fait aucun contrat pour la période de guerre, l'imprudent ! C'est 35 0/0 que cela coûtera à sa veuve sans soutien, mère de famille peut-être.

Il est beau de mourir pour son pays ; mais les affaires sont les affaires. Et, au bureau de la compagnie, on trouve ça très bien !

Non ! cela n'est ni très bien, ni seulement juste. Ce qui serait simplement équitable, ce qui devrait être, c'est qu'en pareil cas la compagnie d'assurances fût tenue de rembourser au moins le montant exact des primes qu'elle a touchées. Et nous disons que, ce faisant, elle ne serait lésée en rien, et même y gagnerait encore : n'a-t-elle pas eu à sa disposition l'argent qu'elle a reçu et dont elle a pu faire l'emploi en titres productifs d'intérêts, en immeubles productifs de loyers qu'elle a encaissés dans l'intervalle ? Sans compter

le bénéfice moral d'avoir pu faire apparaître, dans ses bilans, un chiffre d'affaires plus élevé d'autant, ce qui impressionne toujours favorablement une assemblée d'actionnaires.

Evidemment, cette « restitution », ce n'est pas tout à fait ce que stipule le contrat du temps de paix ; mais la mort sur le champ de bataille, fût-on assuré, n'est pas non plus tout à fait naturelle.

Les compagnies d'assurances, qui sont colossalement riches, devraient le comprendre spontanément, et, si elles sont un peu dures d'oreilles, un bon décret... Pourquoi pas ?

François Lebon

Les revenus touchés à l'étranger

Le délai imparti pour faire la déclaration concernant le revenu des valeurs mobilières étrangères et les revenus touchés à l'étranger, et payer la taxe de 5 0/0 y afférent est arrivé à expiration le 31 mars 1916.

Pour le seul bureau de Paris, 2.774 déclarations ont été passées jusqu'à cette dernière date ; l'impôt perçu dans ce bureau s'est élevé à 5.340.572 francs, correspondant à un revenu déclaré de 106.811.440 francs et à un capital d'au moins 2 milliards, si l'on admet un taux moyen de placement à 5 0/0.

On nous écrit :

Les allocations

Je me permets de vous signaler une fermière de Lillebonne, mère de quatre enfants dont l'aîné a huit ans. Son mari est disparu depuis huit mois. L'autorité militaire lui a récemment accordé le secours alloué aux femmes de disparus, mais l'autorité civile lui refuse l'allocation. Inutile d'ajouter qu'elle n'est pas propriétaire de sa ferme et n'y gagne pas sa vie.

Les abus du change

A Salonique, il existe une cantine — qui n'est d'ailleurs pas française — où nos soldats sont admis à la faveur de s'approvisionner. S'ils y font un achat d'un franc, avec un billet de cent sous, on leur rend trois francs, retenant vingt sous pour la marchandise et autant pour le change. Mais si, sur la monnaie rendue, le soldat vient faire une nouvelle acquisition, on lui retient encore vingt centimes par pièce d'un franc. N'y a-t-il pas là un intolérable abus ?

Création d'un corps d'infirmières

Un corps spécial d'infirmières françaises vient d'être constitué. Elles sont destinées à coopérer à titre temporaire, et concurremment avec les infirmières de la Croix-Rouge, au traitement des malades et des blessés de l'armée, dans les formations sanitaires dépendant du service de santé.

Ces infirmières devront contracter l'engagement de servir pendant toute la durée de la guerre et six mois après la cessation des hostilités.

Elles toucheront une indemnité allant de 800 francs par an à 1.354 selon qu'elles seront stagiaires ou titulaires de 3^e ou de 2^e classe. Elles recevront une indemnité annuelle d'habillement de 100 francs, seront logées et nourries.

Contre l'alcoolisme

Le Conseil national des Femmes françaises avait organisé hier après-midi, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, une manifestation antialcoolique sous la présidence du général Mallette. Cette cérémonie qui avait attiré une foule nombreuse a obtenu un vif succès.

Le général Mallette a ouvert la séance en rendant hommage à la vaillance des femmes de France qui entrent en lutte contre l'alcoolisme, mais il n'a pas dissimulé à ses auditeurs qu'elle bataille est plus malaisée à gagner que celle que livrent nos poilus pour le droit et la justice.

Après lui, Mmes Siegfried, Alphen-Salvador, de Witt-Schlumberger, Avril de Sainte-Croix et Séverine ont pris successivement la parole.

FUUILLETON DE L' "ŒUVRE"
du lundi 3 avril 1916

26

Les Mystères de Corneville

ou
L'ESPION MALGRÉ LUI

Roman inédit

PAR
JEAN DRAULT

PREMIÈRE PARTIE

LES SECRETS
DU DEUXIÈME BUREAU

SCHWESCHLACHTEN MIT TAFELMUSIK !

— Qu'avez vous allez chercher là, fonté divine !... s'écria Hormidas. Vous êtes dans une bonne maison, vous billez pas !... Et qu'est-ce que vous allez vous enfoncer à table, d'sus l'coup ed' midi ?

— Ils ont une musique ? questionna M. Perrussel.

— Et de première !... Les musiciens sont habillés en rouge et y en a un qui tape sur une table tendue de cordes avec deux petits marteaux... On dirait qu'il fait de l'emballage !... Et ça fait un chambard : des polkas, des en-avant deux !... J'vous dis qu'ici c'est un vrai paradis !

— Je ne peux pas me présenter devant des gens qui m'attendent avec une mu-

sique, fripé comme je suis là. J'ai couché deux nuits tout habillé. Je n'ai pas de linge de rechange !

— Vos bagages ?

— Je n'ai rien apporté.

— Je vois ce que c'est ; on vous a emballé un peu précipitamment. Je vais vous mener au lavabo commun, en attendant que vous ayez votre chambre à vous avec pot-à-eau et cuvette, comme les Boches rupins. Un coup de fer à vos effets et à votre chemise vous remettra à neuf pour aujourd'hui. Pour du linge, du savon, des brosse, je vous en achèterai, si vous voulez, au « Petit Gaspillage », à Corneville. C'est sous séquestre, mais ça fonctionne comme s'il n'y avait pas la guerre.

M. Perrussel lui remit cent francs. L'autre l'enferma un quart d'heure dans une buanderie transformée en lavabo d'un modèle militaire où le nouveau pensionnaire du camp de Corneville se tuba avec volupté.

Vingt-cinq minutes après, rhabillé, rafraîchi par le coup de fer à ses effets, il apparaissait dans la vaste cour herbue qu'il avait traversée la veille, en pleine nuit. C'était l'ancienne cour d'honneur du manoir, présentement tumultueuse comme un champ de foire.

Et il reculait, épouvanté, devant le spectacle qu'il avait sous les yeux, tandis qu'à son aspect des tziganes en habit rouge, originaires de Breslau, de Munich et de Berlin, groupés en rond au milieu de la cour, attaquaient une marche triomphale. Et, malgré son émoi, M. Perrussel reconnut cette musique d'avant-guerre : un trio-bouffe de Réve de valse, qu'on faisait bisser chaque soir à l'Apollo, quand ce théâtre

était la plus courue des salles berlinoises de Paris.

Un soir, M. Perrussel, après le spectacle, était allé manger une sandwich et boire un bock au Rat-Mort avec son ami Marielle. Or, dans l'être chevelu, maigre, osseux, aux membres grêles, aux gestes de crabe enamouré qui dirigeait l'orchestre du camp de concentration, il reconnaissait l'ancien maestro qui actionnait les tziganes du Rat-Mort, s'évertuant à détailler un tango au milieu du bruit des soucoupes et des cuillers !

— Tous mes vieux souvenirs de Paris, les retrouverai-je ? se dit-il.

Soudain, six hommes l'entourèrent qu'il contempla avec un étonnement mêlé d'effroi, et qu'il crut devoir saluer ensuite fort civilement.

Chacun d'eux tenait à la main, tel un cierge, une vieille épée rouillée. Ces six épées étaient de longueur inégale, mais d'égale vétusté. Quant aux six chevaliers, ils portaient l'incroyable tenue de cérémonie suivante : redingote noire boutonnée, chapeau haut de forme, gants de fil gris. C'était mortuaire, mais c'était également guerrier. La redingote était sanglée, en son milieu, d'un ceinturon où pendait, à gauche, le fourreau de la vieille épée, rouillée comme elle.

Cet accoutrement eût paru très normal à un Berlinois, et exempt de tout caractère de mi-carême, car il est celui des vétérans de diverses sociétés d'anciens militaires, les jours de banquet corporatif avec cortège au port d'armes dans les Linden et la Friedrichstrasse. Mais M. Perrussel n'était jamais allé à Berlin. Tout le monde excusera l'instinctif mouvement d'épouvante qu'il avait pu réprimer en apercevant ces

six croque-morts armés comme Don Quichotte.

S'il ne s'était un peu raisonné, M. Perrussel aurait même pris la fuite, en entendant les trois Hoch ! Hoch ! Hoch ! gutturaux que proféraient les trois vénétables porte-épée, d'une voix rauque et sauvage, dès qu'ils l'aperçurent.

En même temps, ils le saluaient de leur épée, comme sur la planche d'escrime, avant l'assaut, on salue le courtis adversaire, tandis que la foule répétait les Hoch ! Hoch ! Hoch !... Burgenstaub über alles !... avec un indicible enthousiasme.

A ce nom de Burgenstaub discerné dans le tumulte, M. Perrussel comprit que cette population déportée honorait en lui le rival abhorré qu'il incarnait provisoirement et dont l'arrivée au camp était attendue.

Il se fit cette réflexion : — Pourquoi ces imbéciles se sont-ils mis en de pareils frais pour un vulgaire marchand de cravates qu'ils ne connaissent même pas de vue ?

Il fallait que cette foule bigarrée et jaccassante ignorât, en effet, bien radicalement la figure du vrai Burgenstaub, pour qu'elle acclamât si chaudement M. Perrussel comme le nouveau frère en exil qui semblait lui avoir été annoncé, comme un fils du bien-aimé Deutschland expédié dans ce lieu de douleurs où l'administration française permettait toutefois qu'on tuât le cochon de temps en temps et qu'on organisât des cortèges corporatifs rappelant la patrie absente.

Les faux Burgenstaub, assez embarrassé de sa personne, salua la foule qui l'acclamait. Il remercia aussi de la main

L' "Œuvre" militaire

La poste aux armées

La femme d'un lieutenant d'artillerie qui combat au nord de Verdun me communique deux cartes qu'elle vient de recevoir de son mari.

La première est du 23 mars : « Encore aujourd'hui, pour le vingt-deuxième jour, pas de lettre de toi ! Voilà vingt-deux jours que nous sommes sans lettres... »

La seconde est du 24 mars : « Encore pas de lettres aujourd'hui ! Que penses-tu de l'état d'esprit des gens qui se battent sans aucune nouvelle de leur famille ?... »

Les points de suspension que je fais figurer ici prennent la place d'appréciations à l'égard du service des postes qui sont, vous vous en doutez un peu, dépourvues, dans leur style militaire, de toute aménité. De ces deux lettres je ne retiendrai que ceci : pendant la bataille de Verdun, pour certaines unités, ceux qui sont au feu restent privés pendant deux semaines, pendant plus de vingt-deux jours, des nouvelles de leurs familles. Et c'est là une constatation désolante.

J'entends d'ici, pour l'avoir écoutée maintes fois, l'objection de ceux qui suivent la guerre de loin et qui, recevant des journaux trois fois et des lettres cinq fois par jour, trouvent que la privation de quelques courriers est une chose sans importance : « Croyez-vous donc que les services de l'arrière n'ont pas d'autres chats à fouetter, en ce moment, que de transporter des lettres ? Il leur faut assurer le ravitaillement des hommes en vivres, le ravitaillement des canons en munitions, les déplacements de troupes et l'évacuation des blessés. Ça leur suffit amplement ! »

Je sais que ce sont là des besognes fort urgentes, dont d'ailleurs les services responsables, répétons-le encore, se sont supérieurement acquittés. Mais n'empêche que nos soldats combattent tout autant avec leur moral, avec leur cœur qu'avec leur fusil, et que le meilleur pain de l'âme, pour ceux qui sont dans la fournaise, c'est la lettre journalière qui apporte jusqu'à la tranchée le souvenir et l'affection des êtres aimés.

Mortimer-Mégré

P.-S. — Mon article sur les mobilisés domiciliés à l'étranger m'a valu quelques lettres m'avisant que ces militaires ont droit à la franchise postale et qu'il leur suffit de remettre leurs lettres au vaguemestre. Je suis fort aise de l'apprendre et je m'empresse de transmettre cette bonne nouvelle aux intéressés... et aux vaguemestres. Car beaucoup d'entre eux l'ignorent ! — M. M.

RÉPONSES

Nous prions nos lecteurs de rédiger leurs demandes de renseignements sous la forme la plus brève et la plus précise, en évitant tous détails inutiles. Les résumer en quelques lignes si possible.

A. H. — La citation collective d'une unité ne donne pas droit à la croix pour tous les hommes composant cette unité. Mais, si ce militaire a eu une citation individuelle ou s'il est cité nominativement dans une citation collective, il a droit à la croix.

Un ouvrier. — Vous devez repasser la visite trois mois après.

T. F. — 1^o Vous avez à repasser une visite le 30 mars 1916.

2^o Oui, sous réserve du droit qu'a toujours le chef de corps, sur la proposition du médecin chef de service, de présenter à tout moment à la commission de réforme les auxiliaires incorporés.

A. R. 1901. — Vous ne devez repasser que le 1^{er} décembre prochain.

M. B. G. — Votre versement dans l'infanterie est régulier.

(La suite à demain.)

DERNIÈRES NOUVELLES

Les idées qui passent...

Notre but

Il est entendu que nous combattons, nos alliés et nous, pour un idéal commun de liberté et de civilisation.

Mais nous ne combattons pas uniquement pour cela. Entraînées malgré elles dans la plus épouvantable des guerres, les puissances de la Quadruple-Entente ne se contenteront pas d'obtenir par la victoire des satisfactions désintéressées, d'ordre intellectuel et sentimental. Elles y chercheront par surcroît des avantages économiques, des bénéfices tangibles qui devront compenser, dans la plus large mesure possible, les pertes et les sacrifices qu'elles ont supportés. C'est là un but qu'il faut proclamer, sans embarras, à la face du monde. Les Alliés ne veulent plus être considérés simplement comme des Don Quichotte bataillant pour la gloire. Tous, maintenant qu'ils ont assumé toutes les responsabilités de l'aventure, doivent songer et songent effectivement à assurer l'avenir dans tous les domaines sollicités par leur activité ou par leurs affinités nationales.

A ce propos, deux articles de l'Idée Nationale et de la Tribune méritent de retenir l'attention. Ils précisent les raisons qui ont déterminé l'Italie à prendre sa place à nos côtés. En venant à nous, la nation sœur n'est pas allée à Canossa. Elle n'a rien abdiqué ni de son passé ni des directions essentielles de sa politique. Puissance maritime, décidée à s'étendre sur la rive opposée de l'Adriatique et à devenir une grande force en Orient — où se joue son avenir — elle n'a quitté l'Allemagne que lorsqu'elle s'est aperçue que celle-ci voulait troubler la paix du monde et mettre son empire sur la mer Méditerranée. Certes, son cœur n'a pas été étranger à sa grave décision, mais ses intérêts aussi y ont eu leur part.

Les Italiens ont parfaitement raison d'affirmer cette vérité. Ils ne diminuent nullement, ainsi, la valeur de leur attitude et de leur reconnaissance que nous leur avons. Mais ils donnent à cette guerre — où l'Italie est entrée librement, selon le mot de M. Briand, — le caractère pratique et utilitaire que nous n'avons peut-être pas assez envisagé, pour notre compte.

Où, à une époque où les individus sont obligés de lutter si ardemment pour gagner leur vie et se garantir une existence agréable, les nations ne sauraient s'affranchir des mêmes nécessités. Nous nous battons aujourd'hui, à la fois, pour notre droit et pour nos droits, et non seulement pour vivre — mais pour mieux vivre.

C. O.

M. ASQUITH EN ITALIE

Rome, 2 avril. — Hier à eu lieu, à l'ambassade d'Angleterre, un dîner offert à sir J. Rennell Rodd.

Parmi les convives se trouvaient MM. Asquith, Salandra et Sonnino.

Le dîner a été suivi d'une réception.

L'ÉNIGME ROUMAINE

Genève, 2 avril. — Suivant les Dernières Nouvelles de Munich, la Chambre roumaine a autorisé le gouvernement à contracter un emprunt de 400 millions de leis à la Banque nationale de Roumanie. Au cours des débats qui ont eu lieu au sujet de cet emprunt, le ministre des finances a prononcé cette phrase caractéristique : « Qui parle de sacrifices ? Personne n'en a fait jusqu'à présent. On ne peut donc pas actuellement parler de sacrifices, mais un jour viendra, prochain peut-être, où il faudra en faire. »

La Grèce est fâchée

Athènes, 2 avril. — Les députés de Mece-doine ont demandé à M. Skouloudis, président du conseil, de déclarer catégoriquement aux Puissances Centrales que tout bombardement aérien sera considéré comme dirigé contre la Grèce.

M. Skouloudis a accueilli le mémoire et accepté de faire la démarche en question.

La famine en Turquie

Washington, 2 avril. — La Croix-Rouge américaine a télégraphié à Constantinople qu'elle envoyait une première somme de 10.000 dollars destinée à l'achat de vivres pour les Turcs en proie à la famine.

Entre Andrinople et Smyrne, il y aurait 500.000 personnes qui souffrent de la famine, sans compter les Arméniens qui, par centaines, meurent chaque jour de faim ou de maladie.

LA HOLLANDE VEILLE

La Haye, 2 avril. — La suppression des congés a provoqué une certaine émotion dans les grandes villes de Hollande. Certains journaux à tendances nettement germanophiles ont paru avec des titres sensationnels dont quelques-uns parlaient de complications dues aux suites de la guerre sous-marine et annonçaient une rupture possible avec l'Angleterre.

Le Nieuwe Courant publie un article d'inspiration officieuse, déclarant que les mesures prises par le gouvernement hollandais seraient la conséquence des modifications qui pourraient survenir dans la situation générale à la suite des décisions prises à la conférence des Alliés.

La Chambre hollandaise sera probablement convoquée mardi en comité secret pour recevoir une communication du gouvernement sur les raisons de la suppression des congés et des permissions.

Le raid des zeppelins SUR L'ANGLETERRE

La destruction du "L-15"

La nouvelle de la destruction d'un zeppelin a causé une immense satisfaction à Londres et dans toute l'Angleterre, où l'on commençait à craindre que ces aéronefs ne fussent invulnérables et pussent impunément déferler les canons de la défense.

La joie est d'autant plus grande qu'il est établi qu'il s'agit de zeppelins d'un nouveau modèle, de plus grandes dimensions et dotés de plus puissants moteurs que les anciens zeppelins et qui constituent une arme formidable.

Le capitaine John Pells, de South-Shields, qui a débarqué hier du vapeur danois Svanholm, rapporte que, depuis minuit jusqu'à quatre heures du matin, pendant qu'il traversait la Manche, il y avait un bruit violent de canonnade ; tout le navire en tremblait.

Au moment où il se trouvait, à six heures un quart, à 1 mille au sud du bateau-phare de Knock, sur le littoral du comté de Kent, il aperçut un groupe de contre-torpilleurs, de dragueurs de mines et de patrouilleurs qui manœuvraient autour d'un gros objet flottant sur la mer. En approchant, il distingua un zeppelin désarmé portant en gros caractères rouges la marque L-15 peinte à bâbord, un peu avant l'arrière.

L'aéronef était comme coupé en deux. L'enveloppe était largement éventrée près de la poupe. La longueur du zeppelin était bien de 700 pieds. L'arrière émergeait d'une trentaine de pieds et l'avant d'une vingtaine. Les nacelles, plongées dans l'eau, étaient invisibles.

Soudain, le capitaine Pells vit un Allemand sortir d'une trappe pratiquée dans le flanc du zeppelin et lever les mains en signe de reddition. D'autres suivirent. Les naufragés furent recueillis par le chalandier vedette Oliveine, dont l'équipage passa un fil à l'aéronef afin de le remorquer, mais, après un halage sur un parcours de 2 milles, celui-ci coula. L'Oliveine opéra alors le transfert des prisonniers à bord d'un contre-torpilleur qui les transporta à Chatham.

Les Allemands bluffent

Une dépêche officielle de Berlin relate, en les amplifiant considérablement, les résultats du raid des zeppelins sur l'Angleterre. D'après elle, Londres aurait été arrosé de bombes, et des usines, des fabriques, etc. auraient été atteintes. La perte du L-15 n'y est qu'à demi avouée. Le zeppelin manque à l'appel, c'est entendu, mais il n'est pas prouvé qu'il n'ait subi un simple retard.

Le retard se prolongera.

Le communiqué officiel

Londres, 2 avril. — Le ministère de la guerre communique les détails suivants sur le raid aérien de vendredi soir :

« Le nombre des tués est de 43 ; celui des blessés de 66. Près de 200 bombes explosives ou incendiaires ont été lancées ; une église, trois maisons et deux cottages ont été détruits. Un hôtel de ville, quatre maisons, trente-cinq cottages, un hangar à tramways ont été endommagés. On ne signale aucun dégât militaire. »

Un certain nombre de nos aéroplanes partirent à la poursuite des assaillants. Le lieutenant aviateur Brandon, montant à 9.000 pieds, à 9 h. 45, arriva au-dessus du zeppelin qu'il attaqua avec des bombes et il pense que trois ont atteint leur but.

Revenant au-dessus de l'engin ennemi, à dix heures, l'aviateur lança deux nouvelles bombes, juste sur le nez du zeppelin ; sa propre machine a été touchée en de nombreux endroits par une mitrailleuse ennemie.

Le zeppelin est peut-être celui qui s'est délesté d'une mitrailleuse, d'un réservoir à pétrole, de munitions et de sa machine ; ou encore celui coulé en Tamise. »

Le Diadoque en mission

D'après des informations adressées d'Athènes aux journaux roumains, le prince héritier Georges de Grèce se rendrait prochainement à Sofia et à Constantinople pour porter au tsar Ferdinand et au sultan des lettres autographes du roi Constantin.

La guerre sous-marine

Le torpillage du "Sussex"

Le professeur James Mark Baldwin vient d'adresser le télégramme ouvert que voici au président des États-Unis :

« Président Wilson, Washington. »

« Une femme voyageant où elle en avait le droit, avec un passeport américain, grièvement blessée sur le Sussex, étant entre la vie et la mort, demande que réparation soit exigée pour l'assaut contre la vie et la liberté des Américains. »

« Signé : BALDWIN. »

On sait que Baldwin, le philosophe américain bien connu, était à bord du Sussex avec sa femme et sa fille, et que cette dernière fut grièvement blessée au moment du torpillage.

D'autre part, les filles du compositeur espagnol Granados, qui a trouvé la mort, ainsi que sa femme, dans la catastrophe du Sussex, ont adressé, de New-York, un télégramme au roi d'Espagne pour le supplier de s'informer du sort de leurs parents. Alphonse XIII a chargé ses ambassadeurs en France et en Angleterre de lui faire parvenir ce qu'ils savent à ce sujet. Ils ne pourront malheureusement que lui confirmer le décès du musicien et de sa femme.

Tous les journaux espagnols, même ceux qui avaient des tendances germanophiles, se montrent très émus de la mort de Granados et expriment hautement leur indignation.

L'Allemagne et les États-Unis

Un télégramme de Berlin à l'Associated Press de New-York :

« Le département d'Etat, par l'entremise de l'ambassade des États-Unis à Berlin, a demandé des éclaircissements au sujet du Sussex et d'autres paquebots. L'Allemagne n'est pas encore actuellement en mesure de répondre en ce qui concerne le Sussex et l'Englishman ; mais elle affirme de la façon la plus positive qu'elle n'est pour rien dans le désastre du Tubantia. »

New-York, 2 avril. — On assure que les rapports germano-américains sont de plus en plus tendus.

L'Amirauté a donné aux navires de l'escadre de l'Atlantique l'ordre de se tenir sous pression, prêts à partir.

Les droits des neutres

Londres, 2 avril. — Voici le bilan de la journée pour les exploits des sous-marins allemands :

Norne, vapeur norvégien de 1.224 tonnes, construit à Sunderland en 1881, équipage sauvé.

Memento, vapeur norvégien, construit à Newcastle en 1884, équipage sauvé moins un homme.

Hollandia, vapeur suédois de 1.156 tonnes, construit à Goteborg en 1912, équipage sauvé.

John-Prichard, goélette à trois mâts anglaise, de 118 tonnes, construite en 1906, équipage sauvé.

Bell, quatre-mâts norvégien de 3.765 tonnes, construit à Glasgow en 1901, équipage sauvé.

Hans-Gude, vapeur norvégien de 1.110 tonnes, construit à Bergen en 1910, équipage sauvé.

Ashburton, vapeur anglais de 4.000 tonnes. Equipage sauvé.

Peter-Hamer, vapeur norvégien. On ignore le sort de l'équipage.

Vapeur norvégien torpillé

Brest, 1^{er} avril. — Le vapeur norvégien Hans-Gude a été torpillé par un sous-marin allemand.

Le chalandier Halicor envoyé sur les lieux a ramené tout l'équipage composé de seize hommes.

MORT AU CHAMP D'HONNEUR

On annonce officiellement la mort de M. Albert Malet, professeur et historien distingué, dont on était sans nouvelles depuis la bataille de Champagne.

Engagé dès le début de la guerre, bien qu'il eût dépassé la cinquantaine, M. Malet avait été promu officier sur le front. Il a été tué d'une balle en plein cœur au moment où il entraînait sa section en avant.

La honteuse grève de la Clyde EST TERMINÉE

Londres, 1^{er} avril. — La grève de la Clyde peut être maintenant considérée comme terminée.

Une des principales causes qui ont contribué à la rapide amélioration du conflit a été le défilé que firent les grévistes, hier après-midi, dans les rues de Glasgow. Sur tout le parcours, en effet, les manifestants furent copieusement hués par les passants, des ouvriers comme eux.

Communiqué belge

L'artillerie belge a bombardé durant toute la nuit les positions allemandes de Mercken. Aujourd'hui, violente lutte d'artillerie dans le secteur à l'est de Ramsappelle et vers Dixmude.

Communiqué italien

Rome, 2 avril. — Dans la journée du 31 mars, on signale plusieurs actions d'artillerie dans la vallée de Giudicaria, dans la zone de Rovereto et dans le haut Astico.

Des mouvements de trains et de chariots continuent à la tête de la vallée de Sugana. Dans la zone abrupte du Cusale (Haute Rienz), dans la nuit du 1^{er} avril, un détachement, par un hardi mouvement tournant dans les sentiers de la montagne, est parvenu, en les prenant à revers, aux positions ennemies sur le Rauchkofl et, par une brillante attaque, s'est emparé de trois blockhaus ennemis, faisant 31 prisonniers, dont un officier, et capturant du matériel de guerre.

Sur le front de l'Isone, l'artillerie est active. Sur le Carso, dans la nuit du 1^{er} avril, nous avons repoussé une nouvelle tentative de l'adversaire contre les positions récemment conquises par nous à l'ouest de Selz.

Dans l'après-midi d'hier, nos troupes, dans un élan, ont élargi leur occupation en prenant d'assaut un autre retranchement.

Près d'Aquileja, nos batteries anti-aériennes ont abattu un biplan ennemi, faisant prisonniers les deux officiers aviateurs.

Communiqué russe

FRONT DU CAUCASE

Dans la région de Mouch, après un combat, près du couvent de Sourbeah-Perik, nos éléments, poursuivant l'ennemi, ont fait irruption dans Mahboubank, malgré une résistance obstinée, et ont délogé les Turcs de ce point.

L'A.-I.-D.

Les trois lettres ci-dessus ne désignent pas une société sportive, comme on pourrait le croire, mais « l'Association des institutrices diplômées », qui a tenu hier sa septième assemblée générale sous la présidence de M. Maurice Donnay.

Cette association, dont l'encaisse s'élevait en 1911 à 65 centimes, peut placer chaque année une centaine d'institutrices. Elle a souscrit aux Bons de la défense nationale, à l'Emprunt de la Victoire ; elle vient de créer une école pratique de hautes études commerciales pour jeunes filles et, enfin, un cours de latin. Cette prospérité croissante a été mise en relief par M. Lesauvage, secrétaire, et M. Savouroux, trésorier, dont les rapports ont été fort applaudis.

M. Maurice Donnay a prononcé ensuite une allocution pleine de finesse et d'esprit, qui a obtenu un gros succès.

Mort de Vigeant

Le maître d'armes Arsène Vigeant vient de mourir, à l'âge de soixante-deux ans, à Beausoleil.

Ce fut un écrivain célèbre et surtout un parfait professeur. Il appartenait à l'école classique et ne voulait jamais se rallier à l'école, dite pratique, qui a abandonné le fleuret pour l'épée.

Homme du monde et possédant une forte instruction, Vigeant fut un maître dans son art. Il eut jadis un duel avec Rœ, qui fit grand bruit. Son élève fut le regretté Kirschoffer.

Le bon conseil

Après M. Léon Bailby, M. Quillard (Bataille) s'adresse aux dockers de Rouen et du Havre et les supplie de ne pas trop fort — de ne pas s'interrompre. La leçon donnée par le militant syndicaliste à ses camarades portera-t-elle ? Souhaitons-le.

Laissez l'alcool qui vous tue et qui vous déshonore. Vous pouvez actuellement gagner de bons salaires en rendant service à vos semblables, profitez-en pour améliorer vos conditions de vie, pour donner plus de bien-être à vos femmes et à vos enfants.

Vous, les catholiques, vous avez des parents qui ont besoin de votre aide, en ce moment. Et puis, il y a les victimes de la guerre que vous pouvez soulager, tous les braves types qui souffrent dans les tranchées.

Ah ! ils ne manquent pas ceux à qui vous pouvez faire du bien, en épargnant votre santé. Allons ! les copains de Rouen et du Havre, et d'ailleurs aussi, qui, parmi les pauvres bougres de dockers mal guidés, pouvez vous faire entendre d'eux, éveillez leur cœur et leur esprit. Faites-les entendre que, lorsque tant d'autres souffrent tout, jusqu'à leur vie, ils peuvent bien, eux, faire le sacrifice d'une manie qui ruine leur bourse, leur corps et leur cerveau.

Dites-leur qu'il ne faut plus qu'on puisse accuser d'être cause du malheur d'autrui. Il ne faut pas qu'une notable partie de la classe ouvrière compromise plus longtemps sa dignité.

Voilà qui est parler en honnête homme. Aussi bien, devons-nous rappeler que l'organe du syndicalisme n'a cessé le moment contre les dangers de l'alcoolisme campagne la plus vigoureuse et la plus continue.

M. Asquith à Rome

Le « Premier » anglais est à Rome. On l'y accueille avec une chaleureuse cordialité. Il y traitera de questions graves : fret, munitions, charbon, acier, etc. M. Asquith se rend aussi ad limina. C'est un fait hautement significatif que le chef du gouvernement de la première puissance protestante de l'Europe demande audience au chef de l'Église catholique.

Cela prouve, dit M. d'Aral (Gaulois) que les Anglais ont une conception des nécessités politiques digne d'un grand peuple. Ils n'ignorent pas le rôle considérable que le Saint-Siège est appelé à jouer lors du règlement général ; ils savent que l'Allemagne ne néglige aucun moyen de s'assurer l'appui éventuel de cette influence morale et ils ne veulent pas se laisser distancer. Le gouvernement britannique n'a-t-il pas décidé tout récemment d'exempter le clergé catholique anglais du service militaire ? La visite de M. Asquith au Vatican est certainement opportune ; elle aura le double avantage de raffermir l'union sacrée en Angleterre et de contrebalancer l'effet des intrigues allemandes auprès du Saint-Siège.

Chez les Scandinaves

M. Albe t Milhaud (Rappel) nous convie à l'examen de ce qui se passe chez les Scandinaves. Le parti germanophile, dirigé en Suède par Sven Hedin, avec l'appui de la cour, exerce une influence qui n'est pas à dédaigner :

Les manifestations socialistes récentes, dont le but était la grève générale en cas de guerre, ont été enrayerées par le gouvernement qui a vigoureusement mis fin aux menées pacifistes. A l'heure actuelle, les socialistes se sont rangés avec discipline autour du ministère.

Ces remarques donnent leur caractère propre aux récentes informations qui nous viennent de Stockholm :

« Le Parlement suédois a voté, presque sans opposition, les crédits du ministère de la guerre destinés à la défense nationale. Les socialistes n'ont pas présenté, comme on s'y attendait, de motion tendant à la réduction des crédits. »

En Norvège, on prépare des crédits de guerre extraordinaires. Pour le moment, sans commentaires.

Aveux, faillite, banqueroute

M. Gustave Hervé (Victoire) fait son tardif mea culpa. Il avoue que les utopies socialistes se sont évanouies au son du canon :

Quand la guerre a éclaté, quel écoulement de toute la théorie socialisme s'échoua dans nos Congrès internationaux, sous la haute direction de la social-démocratie allemande ! Les ouvriers sont frères ? Les bourgeois sont nos ennemis ? Au premier coup de fusil, la théorie s'en va en fumée. Et ce qu'on put constater ceux qui n'ont pas la berlie, c'est qu'ouvriers et bourgeois allemands coururent aux armes pendant qu'avec une non moins touchante unanimité, ouvriers et bourgeois français en faisaient autant de ce côté de la frontière.

Non seulement cette conception socialiste n'a pas empêché la guerre, mais elle a contribué à l'amener.

La honte d'être Allemand

Le Mercure de France publie (traduites) par M. Bienstock) les impressions d'un journaliste grec, M. Likiardopoulo, qui a séjourné un mois dans les empires centraux :

A Dresde, M. Likiardopoulo avait vu de très vieux amis, des gens riches, possédant une magnifique propriété aux environs de la ville. Le repas, dans cette famille riche, produisit sur Likiardopoulo une étrange impression. On servit du caviar, du homard, du saumon, mais, en guise de potage, un liquide immuable, ni viande, ni beurre, ni pain. Malgré leur âge, ces gens n'avaient pu se permettre d'entendre pot-au-feu. La encore, M. Likiardopoulo entend exprimer la lassitude de la guerre et le mécontentement de la situation en général :

« Même si nous vainquions, me dit mon ami, combien de dizaines d'années ne faudra-t-il pas avant que nous cessions d'être des paillardes, des nant, chez nous, on commence à se ressaisir, on a mis le hola à toutes ces sorties chauvines, à ces manifestations stupides de nos professeurs qui ont perdu la tête et l'esprit. Mais c'est déjà trop tard. Notre génération à nous ne pourra plus reconquérir la confiance, l'estime et la sympathie de l'humanité... Oui, moi-même, je ne quitterai jamais mais après cette guerre, je ne quitterai jamais l'Allemagne. J'aurais honte d'avouer que je suis Allemand. Cependant, en réalité, nous ne sommes ni plus cruels ni plus pires que les autres peuples. Tout cela, c'est la maudite Prusse, le maudit militarisme prussien. »

Et le soir, en accompagnant M. Likiardopoulo, son ami lui dit : « Comme je vous envie maintenant de n'être pas Allemand ! »

Nous prions nos abonnés de vouloir bien, pour chaque changement d'adresse, nous envoyer l'une des dernières bandes de leur journal, en l'accompagnant de 0 fr. 50 en timbres-poste.

DIABÈTE MALARIA, JAUNISSE
Traitement Ophoréopique par la **Filudone**
Préparé dans les Laboratoires de l'**URODONAL**
2, Rue de Valenciennes, Paris. — Prix : franco 10 fr.
Diarrhées infantiles ; Sinubrèase, Franco 6^{fr} 50

Les Spectacles

Ce soir :
COMÉDIE-FRANÇAISE. — Relâche.
OPÉON. — Relâche.
OPÉRA-COMIQUE. — Relâche.
VAUDEVILLE. — 8 h. 30. — Maciste.
TH. SARAH-BERNHARDT. — Relâche.
GAITE. — 8 h. 30. — Trois Femmes pour un mari.

Pharmacie de Famille
Hygiène — Toilette
GOMENOL
Puissant Antiseptique Général
INOFFENSIF, CALMANT et CICATRISANT
Souverain contre toutes les infections, inflammations et suppurations quel qu'en soit le siège.
Brûlures, plaies, abcès, coliques, dysenterie, rhumes, catarrhes, mauvaise haleine, corsus, maux de dents et de gorge, aphtes, etc., etc.
Crevasses-Engelures-Gelures
LES PRODUITS DU GOMENOL sont dans toutes les Pharmacies, Renseignements et échantillons : 17, rue Ambroise-Thomas, Paris.
Le gérant : ANTOINE KLEYNTJENS.
Imprimerie WELHOFF et ROCHES
16-18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris

PALAIS-ROYAL. — Relâche.
VARIÉTÉS. — 8 h. 30. — Le Dindon.
PORTE-SAINT-MARTIN. — Relâche.
TH. REJANE. — 8 h. 30. — Alsace.
THÉÂTRE ANTOINE. — 8 h. 30. — Nono.
ATHÉNÉE. — Relâche.
RENAISSANCE. — 8 h. 30. — Une Nuit de Noces.
GAIÉTÉ. — Relâche.
NOUVEL-AMBIGU. — Relâche.
APOLLO. — 8 h. 15. — Mme Boniface.
MICHEL. — 8 h. 30. — L'Avion 253, etc.
TRIANON-LYRIQUE. — Relâche.
FOLIES-BERGERE. — 8 h. 30. A la Parisienne !
OLYMPIA. — 8 h. 30. — Mack et ses lions.
CONCERT MAYOL. — 8 h. 30. — Les Dames du Palais Borgia.
ALHAMBRA. — 8 h. 30. — Attractions.
CLUNY. — 8 h. 45. — Le Pils surnaïval.
CAPUCINES. — 8 h. 15. — Paris aux Quinze, revu.
DEJAZET. — 8 h. 30. — Les Fiancés de Rosalie.
GRAND-GUIGNOL. — 8 h. 45. — Nuit blanche ; Une rage d'andou ; Le Masque ; La Lanterne.
SCALA. — 8 h. 30. — Hardi, les bleuels !

GAITE-ROCHEBOURG. — Non ? Si... (revue).
ELDORADO. — 8 h. 15. — La Crevette.
BA-TA-CLAN. — 8 h. 30. — Lycée de jeunes Filles.
EUROPEEN. — 8 h. 30. — La nuit de nocces du poilu.
LA FIE QUI CHANTE. TH. DES DEUX-MASQUES, CASINO DE PARIS et NOUVEAU-CIRQUE, à 8 h. 50. Attractions.

Omnia Pathé. — Passion tzigane ; les Mystères. Actualités militaires Max dans les airs, etc.

Electric Palace, 5, bd. des Italiens. — Les deux Chemins, drame patriot. autour de Verdun.

VARICES

immédiatement et radicalement soulagées par le port rationnel des Bas élastiques de V.A. CLAVERIE, Fabricant, 234, Faubourg Saint-Martin, PARIS. Lisez l'intéressante Notice sur les Varices, envoyée gratuitement sur demande, ainsi que la façon de prendre les mesures et tous renseignements désirés.

BELLE JARDINIÈRE
2, Rue du Pont-Neuf, PARIS, et 1, Place de Clichy
VÊTEMENTS
ENFANTS, JEUNES GENS, FILLETES
ÉLÉGANCE, ÉCONOMIE, SOLIDITÉ
Envoi franco du Catalogue et d'échantillons sur demande.
SUCCURSALES : LYON, MARSEILLE, BORDEAUX, NANTES, NANCY, ANGERS